

Le corps d'un homme apparemment endimanché—il porte une chemise guayabera blanche encore propre et un pantalon noir—est étendu sur le dos sur l'accotement de concassé de la route bitumée à deux voies qui mène à San Salvador, situé à 60 milles au sud-ouest.

Les chaussures manquent et les pieds en chaussettes font plutôt bizarre. Le rameau sur la figure pour éloigner les mouches qui bourdonnent, ne cache pas le vilain trou noir par où la balle a traversé le front.

Je lis ensuite:

En avançant dans la ville, on entend gratter dans le cimetière semé de tombes blanches à hauteur d'épaules. Trois hommes creusent une fosse en silence.

Au Salvador, la mort fait maintenant partie de la vie quotidienne.

Quel raccourci! L'auteur doit être un excellent journaliste. Il continue:

... c'est une scène de tous les jours qu'on retrouve identique partout, à quelques détails près.

Personne ne sait vraiment combien de personnes ont été tuées ou ont disparu depuis que le vieux gouvernement militaire du général Carlos Humberto Romero a été renversé il y a 18 mois par un groupe de colonels qui avaient promis des réformes. Le nombre des morts est de 10,000 d'après un calcul prudent et de 16,000 d'après celui de la Commission des droits de l'homme, maintenant dans la clandestinité.

Nous ne savons donc pas au juste s'il y en a eu 10,000 ou 16,000 mais nous savons qu'il y en a eu des milliers. L'article poursuit:

Quel que soit le chiffre exact, il est presque incroyable et dépasse l'entendement.

L'auteur parle ensuite de la façon dont on s'ajoute à la liste:

Certains ont sans doute été abattus par des commandos de droite, qui parcourent les rues la nuit à la recherche de présumés gauchistes. D'autres étaient sans doute des hommes de droite, des *orejas* (oreilles) comme on appelle les collaborateurs de l'armée, tués par des groupes de gauche. Il y a encore les femmes violées par les soldats qui s'en sont ensuite débarrassés d'une balle dans la tête, et plus simplement les victimes de rancunes personnelles.

Il ne s'agit pas là de journalisme à sensation, mais du compte rendu minutieux d'une situation malheureusement trop généralisée.

Le danger d'une nouvelle escalade dans une situation sociale pareille est clair. Il est immédiat et ne saurait être exagéré. Certains éléments le rendent aussi néfaste et insupportable que dangereux.

Un journaliste de Toronto a dit qu'à côté de l'armée salvadorienne, la Savak du Sehad n'était qu'une troupe de boy-scouts. Elle agit, semble-t-il, sans crainte du gouvernement civil qui n'a pas le pouvoir de l'arrêter. L'organisation politique, qui n'a jamais bien fonctionné—personne n'a jamais considéré le Salvador comme un modèle de démocratie—est plus précaire que jamais. Comme on peut le penser, dans un pareil climat social, l'économie est dans un état intolérable. Un spécialiste américain a énuméré cinq grands secteurs socio-économiques qui pourraient donner naissance à la dégradation

et aux privations extrêmes dont nous sommes témoins aujourd'hui. Le Salvador connaît un taux d'accroissement démographique qui est parmi le plus élevé au monde et la densité démographique y est très forte. C'est un pays qui étouffe littéralement dans ses frontières, un pays qui ne peut plus prendre d'expansion.

Moi qui viens de l'Île-du-Prince-Édouard, la constatation suivante m'inquiète: on a remplacé l'agriculture artisanale par l'agriculture commerciale. L'agriculteur indépendant n'a plus sa place dans ce pays. Il a aussi parlé d'industries de capital plutôt que d'industries de main-d'œuvre lesquelles, à son avis, sont le résultat de cinq composantes socio-économiques. Qu'il ait raison ou pas, la résultante de ces cinq facteurs n'est sûrement pas heureuse.

Chaque institution de ce petit pays subit des pressions extrêmes. L'une des plus solides, l'Église, n'échappe pas à cette situation bien que d'après moi, elle reste l'institution la plus influente auprès de la population.

● (1510)

S'il s'agissait du dialogue Nord-Sud, je pourrais répéter tout ce que j'ai dit au sujet de ce pays d'Amérique Centrale, car il représente toute la gamme de problèmes sociaux que le dialogue Nord-Sud devrait atténuer. Ces difficultés pourraient être les signes avant-coureurs d'un terrible chambardement social. Malheureusement nous ne pouvons pas terminer notre discussion et nous devons nous contenter d'invoquer le dialogue Nord-Sud. Tous les ingrédients sont là: la pauvreté opprimente, l'analphabétisme, l'exploitation de ressources limitées par une petite élite, la mainmise des militaires, l'avenir sans espoir; c'est toujours la même triste histoire. En fait, au lieu des avantages du dialogue Nord-Sud, on assiste plutôt à la surimposition du conflit Est-Ouest. Comme s'il n'avait pas assez de problèmes, ce petit pays est maintenant à l'avant-scène de la compétition entre l'Est et l'Ouest.

Nous regardons les États-Unis avec toute la compréhension dont nous sommes capable à l'égard de notre allié et de notre voisin le plus proche. Comme un de mes amis à la Chambre des communes l'a dit il y a quelques années, les États-Unis sont notre meilleur ami que nous ne le voulions ou non. Cependant, il se passe des choses qui devraient nous faire réfléchir. Je suis convaincu que la théorie de la boule de neige est de nouveau à l'ordre du jour. C'est loin d'être réjouissant, mais l'humeur des années 50 est de retour. Et on ne peut rappeler la théorie des années 50 sans oublier les événements des années 60; c'est-à-dire la tragédie du Vietnam qui a mis en évidence l'impossibilité de tout ramener à deux blocs: l'Est et l'Ouest. On ne peut simplifier les choses en disant qu'elles sont noires ou blanches—ou encore rouges et blanches.

Les Bérêts Verts sont sur place; les hélicoptères aussi; 25 millions de dollars de matériel militaires ont déjà été fournis. On lit des manchettes comme celle-ci: «Nous n'interviendrons pas militairement au Salvador.» Mais on pourrait lire dans les journaux de l'époque une centaine de citations du président Johnson et d'autres qui affirmaient aussi: «Nous n'interviendrons pas militairement au Vietnam.»

L'honorable Royce Frith (leader adjoint du gouvernement): De qui?

Le sénateur Macquarrie: Du président Johnson.